

LE 10 SEPTEMBRE : PAR NOS GRÈVES ET NOS ACTIONS, ORGANISONS LE BLOCAGE !

Lundi soir François Bayrou a donc jeté l'éponge. Mais les grandes manœuvres commencent déjà pour lui trouver un remplaçant. Comme si de nouvelles têtes allaient pouvoir nous faire avaler la même politique au service des capitalistes.

Derrière Bayrou ou son remplaçant, la politique du patronat à combattre

Les 44 milliards d'économies annoncés par Bayrou, c'est sur notre dos : 3 000 suppressions d'emplois et le blocage des salaires dans la fonction publique, des milliards d'économies dans les hôpitaux, la réduction des remboursements des médicaments et soins, l'augmentation des impôts pour les retraités, etc. Mais, pour les patrons, ce sont 211 milliards annuels de subventions, et l'explosion du budget de l'armée au profit des Dassault, Safran Thalès et autres. Sans oublier le vol annoncé de deux jours fériés, deux jours de travail supplémentaires, gratuits pour les patrons, après avoir déjà décidé de nous faire bosser deux ans de plus avant la retraite.

En orchestrant son départ deux jours avant le 10, Bayrou espérait peut-être désamorcer la mobilisation et la colère qu'a soulevée sa politique, en les ramenant au terrain parlementaire. C'est au contraire un encouragement pour faire du 10 une journée la plus massive possible, point d'appui pour aller vers un mouvement d'ensemble, une grève générale, pour en finir durablement avec ces gouvernements au service du patronat qui licencient, appauvrissent les salariés, les retraités, les sans-emplois, la jeunesse et mènent la guerre aux peuples. Pour cela, oui il faut tout bloquer : sur les lieux d'études, dans les quartiers et avant tout sur les lieux de travail, faire grève dans les transports, les établissements scolaires, les secteurs de l'énergie, la santé, la métallurgie, en s'organisant en assemblée générale et en comité de grève pour décider de la suite.

Ne laissons pas détourner notre lutte

À peine Bayrou sur le départ, ça s'est mis à frétiler chez les politiciens, à qui prendrait sa place. Tous parlent comme lui de « déficit budgétaire à résorber », d'« économies pour redresser la France ». À commencer par le socialiste Olivier Faure qui propose

à Macron ses services comme Premier ministre en se faisant fort de ne faire que 22 milliards d'économies au lieu de 44. Toujours sur notre dos ! Il promet à Macron que son gouvernement « de gauche » (mais sans LFI) ne gouvernerait que par consensus à l'Assemblée, avec la droite donc. Tout un programme.

Le parti le plus anti-ouvrier, le RN, veut, lui, de nouvelles élections législatives, histoire de détourner notre colère vers les urnes, espérant y glaner plus de députés qu'en juin 2024 et arriver aux manettes pour s'en prendre encore plus aux services publics et aux travailleurs immigrés.

Mais ce serait aussi une supercherie de croire qu'il suffirait que Macron dégage et de tout arrêter pour une nouvelle loterie présidentielle.

Non, notre force est dans nos luttes. Des luttes que nous devons diriger nous-mêmes, coordonner, étendre d'un secteur à l'autre, sans attendre pour cela les consignes des sommets des appareils syndicaux, plus prompts à jouer le rôle d'interlocuteurs responsables du pouvoir et du Medef que d'organiseurs des luttes. On vient de le voir avec le refus, au niveau intersyndical des confédérations nationales, de s'associer à l'appel du 10 septembre, pour ne mettre en scène qu'une journée d'action huit jours plus tard, le 18, sans un mot pour tous ceux qui ont prévu d'entrer dans la lutte dès le 10.

Qu'à cela ne tienne ! On saisira toutes les occasions et on commence par le 10.

Tous ensemble le 10 septembre et après pour nos revendications

Augmentation générale des salaires (au moins 400 euros par mois), pas de revenus inférieurs à 2000 euros net, interdiction des licenciements et embauches dans les services publics (hôpitaux, transports...), abrogation de la réforme de l'assurance chômage, retour à la retraite à 60 ans, etc. C'est toute la politique patronale qu'il faut leur faire ravalier.

Une dette, ça se paye

Puisqu'aucun politicien ne semble trouver le sommeil sans savoir comment rembourser la dette, proposons des solutions. Une petite idée : 2024, c'est 131 milliards de profits pour le CAC 40 et 211 milliards de subventions publiques versées au patronat. Que les capitalistes fassent comme tout le monde : qu'ils payent leur dette.

C'est dans la rue que ça se passe

Après nous avoir pris deux ans de retraite, le gouvernement veut nous prendre deux jours fériés pour le compte d'un patronat qui n'a jamais été aussi riche. Pas question ! Le ras-le-bol est général et la colère sociale va s'exprimer le 10 septembre, malgré les calculs de tous les appareils politiques et syndicaux.

Manifestation 14h30 Porte de Paris à Lille

La force des travailleurs

Pour tout « bloquer » soyons le maximum en grève. Les travailleurs salariés produisent presque tout dans le pays – ils représentent 90 % de la population active en emploi. Ils ont donc un pouvoir de blocage incomparable par la grève.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

Avec le départ de Bayrou, ça s'active en haut lieu pour « stabiliser le pays ». Personne ne défendra nos intérêts de travailleurs autrement que nous-même. En nous réunissant, en constituant nos propres comités d'organisation de la lutte, nous pouvons contrôler notre mouvement. Pas question que notre sort se décide dans les combines parlementaires ou parmi les appareils syndicaux.

Entretien d'embauche

Lors de ses rencontres d'été, le MEDEF a organisé un débat avec les 6 grands chefs de partis. Les macronistes, la droite et Bardella ont eu droit à leurs applaudissements. Les Verts, le PCF et la FI, présents pour la gauche, faisaient des courbettes pour expliquer que jamais ils ne gouverneront contre les entreprises. Aucun de ces partis ne s'apprêtent à s'attaquer au grand patronat. Voilà le MEDEF rassuré : quelque soit l'issu du jeu institutionnel, ses profits sont bien gardés.

Métier pénible

En ce moment, syndicats et direction discutent des critères pénibilités. On peut inclure les chefs dedans ?

Tout change, rien ne change

La nouvelle direction d'Hexafret à Valenciennes a annoncé sa volonté de supprimer l'astreinte exécution. Six agents parmi les plus petits salaires perdront environ 2000€ brut forfaitaires par an, plus les primes de sortie. Du temps de Fret SNCF (l'année dernière...) les astreintes étaient usées jusqu'à la corde avec jusqu'à 9 jours consécutifs, ce qui est carrément illégal ! Pour avoir un salaire convenable et des conditions de travail soutenables, quel que soit le nom de la boîte, c'est le même arbitraire patronal à combattre.

Journée porte ouverte

Mardi 2 septembre, une rame V2N a roulé à pleine vitesse entre Bailleul et Lille avec des voyageurs à bord. Les vidéos prises par les voyageurs ont fait le tour des réseaux sociaux et on est passé pas loin de la catastrophe. La direction cherche un coupable. Qui de l'ASCT, du conducteur ou d'un quelconque cheminot va pouvoir être tenu responsable ? Il lui faut un nom, plutôt que d'assumer ses responsabilités et ses choix en matière de gestion du personnels et des rames.

Un métier d'avenir

On se souvient des VAO, ces « volontaires » qui avaient servi à remplacer les ASCT grévistes en Mai dernier, arrosés généreusement de primes se chiffrant en centaines d'euros. Devenir VAO, c'est l'affaire d'une formation de 5 jours, en distanciel ! Pas de quoi former un ASCT. Mais suffisant pour devenir briseurs de grève pour le compte de la direction.

Catastrophe annoncée

Le 3 septembre, le funiculaire touristique de Lisbonne a déraillé provoquant un grave accident de 16 morts et 21 blessés. Selon les syndicats, la maintenance n'aurait pas été faite ces derniers mois. La mairie aurait annulé les appels d'offres, faute de budget. Des baisses de moyens pour les transports, c'est aussi prendre le risque que ce genre d'accident se répète.

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Contacte nous !



nparevolille@gmail.com



NPA Révolutionnaires Lille



npa-revolutionnaires.org